

Semaine du 30 mars au 5 avril 2009

# REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

---

*Numéro 11*

*Politeia*

Association des Politistes de l'ICES

INSTITUT CATHOLIQUE D'ETUDES SUPERIEURES

# Sommaire

## France politique

- Un 101<sup>e</sup> département
- « Fronde du Sénat sur les stock-options »

## Europe

- OTAN
- Le « Peuple de la Liberté »

## Asie

- Menace d'un tir de missile Nord-Coréen

## Divers

- G20
- Conférence internationale sur l'Afghanistan

## Brèves

# France Politique

## ⇒ **Un 101<sup>e</sup> département** **(Le Figaro)**

Une transformation radicale. Constitution d'un état civil viable, disparition progressive des juridictions traditionnelles de droit musulman, adaptation des réglementations sur le travail ou l'urbanisme, introduction de nouveaux impôts, renforcement du pouvoir des communes, mises aux normes sanitaires... Avant de devenir le 101<sup>e</sup> département français en 2011, Mayotte va devoir s'adapter dans tous les domaines. «Les Mahorais auront de nouveaux droits, mais aussi des devoirs», prévient ainsi Patrick Karam dans un entretien vidéo au Figaro.fr. Taux de chômage «explosif», «analphabétisation» et échec scolaire «très important»... Le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer n'évade pas les sujets sensibles :

Dimanche, les habitants de Mayotte ont dit «oui». Ils votaient pour décider si leur île, qui jusqu'ici est une collectivité départementale, devait devenir le 101<sup>e</sup> département français en 2011. Selon les résultats complets et officiels diffusés par le ministère français de l'Intérieur, le «oui» l'a emporté avec 95,2% des suffrages exprimés avec un taux de participation de 61,02 %. «C'est un moment historique pour Mayotte et pour les Mahorais (les habitants de l'île, ndlr). C'est un rêve porté par plusieurs générations qui se réalise ce 29 mars 2009», s'est aussitôt félicité le président Nicolas Sarkozy.

Ce référendum gagnant devrait arrimer un peu plus à la France ce territoire à 95% musulman, au grand dam des îles voisines des Comores où est dénoncée la «politique coloniale» de Paris. La départementalisation est en effet la dernière étape d'un processus entamé en 1974, lorsque Mayotte a choisi de rester française alors que les trois autres îles de l'archipel des Comores optaient pour l'indépendance. Le scrutin de dimanche était donc vu d'un très mauvais œil par le gouvernement de l'Union des Comores, soutenu par l'Union africaine, car la transformation de Mayotte en département devrait mettre fin à toute possibilité de retour dans son giron de la quatrième île de l'archipel.

### Une promesse de stabilité

Mais, pour de nombreux Mahorais, le changement de représentante une promesse de stabilité et d'amélioration du niveau de vie. «Tout le monde votera oui, parce que nous voulons devenir des vrais Français, avec tout ce que ça implique de droits équivalents. J'ai vécu 16 ans à la Réunion : je vois bien la différence avec ce que nous vivons ici», assurait ainsi avant le vote Mohamed Atiki, un fonctionnaire de 39 ans. Face à ses instables voisins du continent africain, de Madagascar ou de l'Union des Comores, «Mayotte veut rester libre et en paix, dans la France», avance Ali Abdou, fonctionnaire de 47 ans.

Avec un PIB trois fois inférieur à la Réunion, DOM de l'Océan indien, mais neuf fois supérieur à ses voisins des Comores, Mayotte, où la moitié des salariés travaillent pour le secteur public, espère tirer de nouveaux bénéfices de la départementalisation. Mais le gouvernement n'a pas caché aux Mahorais que le rattrapage avec la métropole mettrait du temps à se faire sentir : plusieurs allocations dont le revenu de solidarité active (salaire minimum pour les plus pauvres), ne seront mis en place qu'à partir de 2012, et de façon progressive.

Parallèlement, certains impôts aujourd'hui inexistant à Mayotte vont apparaître à partir de 2014, comme la taxe foncière et la taxe d'habitation. Et des pratiques culturelles anciennes vont être bousculées, avec la fin définitive de la polygamie, la disparition du tuteur matrimonial («wali») et la réduction des attributions du «cadi» (juge musulman). [\[Retour\]](#)

## ⇒ « Fronde du sénat sur les stock-options » (*Le Figaro*)

Fronde au Sénat. La Haute Assemblée a défié le gouvernement et voté en bloc, dans la nuit de mercredi à jeudi, en faveur d'un amendement interdisant stock-options et actions gratuites pour les patrons de sociétés aidées par l'Etat.

Ce texte, déposé par le sénateur nouveau centre de Mayenne et ancien ministre de l'Economie Jean Arthis, a été soutenu par trois groupes : l'union centriste (UC), l'opposition de gauche et le groupe des radicaux RDSE. Par 182 voix contre 155, l'UMP, qui appelait à voter contre, a été désavouée. C'est la première fois que le parti de la majorité est ainsi débordé par les autres forces qui composent le Sénat, à commencer par son allié centriste.

Proche du décret adopté lundi, l'amendement adopté par les sénateurs élargit son champ d'application. Alors que le texte du gouvernement est limité dans sa portée à moins d'une dizaine d'entreprises, essentiellement des banques et des constructeurs automobiles, l'amendement Arthis élargit l'interdiction aux sous-traitants de cette dernière filière.

### Le parlement plutôt que le gouvernement

Selon son rédacteur, Jean Arthis, ce texte vise essentiellement à ce que «le parlement fixe la règle» par la loi plutôt que le gouvernement par décret. «Cet amendement a pour objet de veiller à ce que l'argent public, l'argent des contribuables ne puisse pas partir pour le financement de rémunérations abusives, de versement de bonus exceptionnels», explique encore le sénateur de Mayenne.

Pour Eric Woerth, présent au Sénat au moment du vote, le décret adopté lundi «dit ce que dit» cet amendement. «On perd un mois pour perdre un mois, c'est une situation inconfortable», a-t-il lancé aux sénateurs, sans être entendu.

Si le groupe PS a voté pour ce texte, il en a néanmoins souligné le caractère «très en retrait» par rapport à ses propres propositions. Tout en reconnaissant, par la voix de Nicole Bricq, que «la loi est essentielle dans cette affaire». Et la sénatrice d'expliquer le vote de son groupe en faveur de l'amendement par le fait qu'il «faut sauver l'honneur du parlement face à un exécutif qui s'assoit» dessus. [\[Retour\]](#)

# Europe

## ⇒ OTAN (Le Figaro)

A quelques heures de l'ouverture du sommet de l'OTAN, vendredi 3 avril, le président américain, Barack Obama, a exhorté les Européens à contribuer davantage à la guerre en Afghanistan, affirmant que la menace représentée par Al-Qaida dans la région était plus immédiate pour eux que pour les Etats-Unis. Défendant la stratégie qu'il a mise en place depuis son arrivée à la Maison Blanche, M. Obama a estimé que cette stratégie *"aura une composante militaire et l'Europe ne devrait pas s'attendre à ce que les Etats-Unis portent seuls ce fardeau"*.

Actuellement, l'OTAN a sous ses ordres près de soixante et un mille soldats en Afghanistan. Washington, de son côté, a décidé d'en envoyer vingt et un mille supplémentaires sur place, ainsi qu'une aide civile accrue. M. Obama a laissé entendre que le contingent américain pourrait prochainement augmenter de dix mille soldats.

*"C'est un problème qui nous est commun. Et il nécessite un effort conjoint"*, a résumé le président américain, avant d'assurer qu'en raison de la proximité des bases arrières européennes en Afghanistan et au Pakistan, *"il est probablement plus vraisemblable qu'Al-Qaida lance une grave attaque terroriste en Europe qu'aux Etats-Unis"*. Il a néanmoins précisé qu'il ne déploierait pas de troupes de l'OTAN au Pakistan.

A ses côtés, le président français, Nicolas Sarkozy, a indiqué qu'il soutenait *"complètement la stratégie américaine en Afghanistan"*, tout en répétant qu'il n'y aurait pas davantage de renforts militaires français. Mais, a ajouté M. Sarkozy, *"nous sommes prêts à faire davantage sur le plan de la police, de la gendarmerie, sur le plan de l'aide économique pour former des Afghans et pour l'Afghanisation"*.

Comme la France, la plupart des Européens préfèrent se concentrer sur la formation de la police et d'une gendarmerie afghanes. La chancelière allemande, Angela Merkel, qui a reçu M. Obama à Baden-Baden, est sur la même ligne. Exception de taille, la Grande-Bretagne, qui a annoncé, vendredi, qu'elle était prête à augmenter ses troupes *"sur une base temporaire"* sous réserve d'un *"accord d'ensemble"* entre les alliés *"sur le partage des tâches"*. Selon la presse britannique, il s'agirait d'un renfort de quelques centaines d'hommes. Les dirigeants de l'OTAN devraient annoncer l'envoi de quatre bataillons – entre 3 000 et 4 000 hommes – réclamés par leurs chefs militaires après ce sommet.

C'est à Baden-Baden que les membres de l'Alliance atlantique évoqueront notamment le dossier afghan, vendredi. M. Obama exposera alors sa stratégie devant ses vingt-huit alliés. Pour le conseiller à la sécurité nationale du président américain, le général James Jones, l'OTAN ne doit plus être une alliance *"réactive"* mais doit être apte à prévenir les conflits. Une conception de l'OTAN en *"gendarme du monde"* qui contredit celle de nombreux Européens, France et Allemagne en tête. [\[Retour\]](#)

## ⇒ **Le « Peuple de la Liberté »** **(Le Figaro)**

Inoxydable Silvio Berlusconi. Le chef du gouvernement a été élu dimanche sous les applaudissements à la tête du nouveau parti du Peuple de la liberté (PDL), lors du congrès fondateur de cette formation.

«J'espère être à la hauteur, j'essaierai de ne jamais vous décevoir (...) Aujourd'hui est né un grand parti pour guider l'Italie dans le nouveau siècle», a déclaré le Cavaliere dans un discours prononcé après son élection par les quelque 6.000 délégués réunis à Rome qui ont voté à mains levées.

Le Cavaliere a fait état d'un sondage créditant le PDL de «plus de 44 %», soulignant que l'objectif était d'atteindre 51 % «car un parti comme le nôtre ne se fixe pas de limites». Lors des élections législatives d'avril 2008, la coalition formée par le parti du Cavaliere, Forza Italia, et celui de Gianfranco Fini, Alliance Nationale (AN, droite conservatrice), dont la fusion donne naissance aujourd'hui au PDL, avait remporté 37,4 % des voix.

### Renforcer le pouvoir du chef du gouvernement

Mais Gianfranco Fini (57 ans), qui caresse l'ambition de succéder au Cavaliere, n'était pas présent dimanche lors du discours de Berlusconi, une absence d'autant plus remarquable que la presse s'interroge sur la cohésion du futur parti. Le Cavaliere, qui s'accommode mal du régime parlementaire, a plaidé dans un discours de plus d'une heure en faveur d'un renforcement du pouvoir du chef du gouvernement, estimant que ses pouvoirs actuels étaient «inexistants».

Le congrès fondateur du PDL se déroule quinze ans après la première victoire de la droite dirigée par Silvio Berlusconi, qui avait fait son entrée en politique quelques mois plus tôt. Il a lieu à deux mois des élections européennes de juin, où la droite italienne parie sur une nouvelle défaite de la gauche. Berlusconi, 72 ans, a confirmé qu'il dirigerait la liste du PDL aux européennes, mettant au défi le leader de la gauche, Dario Franceschini, «s'il existe un leader, d'en faire autant». [\[Retour\]](#)

## Asie

### ⇒ **Menace d'un tir de missile Nord-Coréen** **(La Croix)**

La Corée du Nord a commencé à ravitailler en carburant la fusée grâce à laquelle elle compte tirer un présumé « satellite de télécommunications », affirmait, mercredi 1er avril, la télévision chinoise. Ce ravitaillement semble signifier que la date du tir se rapproche et pourrait intervenir dans les prochains jours. La fusée paraît être revêtue en son extrémité d'une « coiffe ronde », a cependant affirmé David Albright, président de l'Institut des sciences et de la sécurité nationale (Isis) américain, ce qui indiquerait la charge d'un satellite et non d'un missile, en forme de cône.

La Corée du Nord a annoncé qu'elle allait mettre en orbite entre le 4 et le 8 avril un « satellite de télécommunications » devant survoler le nord de l'archipel japonais. Elle a invoqué son droit «inaliénable »

à développer un programme spatial à l'instar de l'Iran qui a placé en orbite son premier satellite début février.

Mais les États-Unis et leurs alliés asiatiques soupçonnent que ce lancement pourrait masquer un tir expérimental de missile longue portée Taepodong-2, théoriquement capable de frapper un territoire américain comme l'Alaska. Satellite ou missile, il sera difficile de déterminer dans l'immédiat la nature de l'engin, les deux opérations reposant sur la même technologie.

### "On ne peut pas faire confiance à la Corée du Nord"

L'armée nord-coréenne a fait savoir, mercredi 1er avril, qu'elle « lancera des représailles », notamment contre le Japon, en cas d'interception de la fusée controversée. « Si le Japon perd son sang-froid et abat en vol notre satellite à des fins pacifiques, l'Armée populaire de libération déversera un orage de feu contre l'arsenal antimissile du Japon et ses installations stratégiques », lance un communiqué relayé mercredi par l'agence officielle du régime communiste KCNA.

Le voisin japonais, l'un des premiers concernés en raison de sa proximité géographique, a déployé des batteries de missiles antimissiles à Tokyo et dans les environs. Les autorités de l'archipel ont fait savoir qu'elles détruiraient tout engin menaçant son territoire.

À Tokyo, les Japonais sont fatalistes. « De toute façon, on ne peut pas faire confiance à la Corée du Nord, fulmine une étudiante. Les négociations sont vaines. Les dirigeants de Pyongyang jouent sur la faiblesse du Japon pour obtenir ce qu'ils veulent... » Cette jeune Tokyoïte, profondément hostile au régime nord-coréen, n'est pas rassurée par les capacités des Forces d'autodéfense japonaises.

### Des relations passionnelles entre la Corée et le Japon

C'est la première fois qu'un tel ordre est donné depuis que le Japon est doté d'une Constitution pacifique. De fait, le pays ne peut agir que si sa sécurité est directement menacée. La puissance de feu des forces japonaises est véritable, d'autant que le pays dispose de la protection des forces américaines et d'un bouclier antimissile. « Mais cette puissance est théorique, puisqu'elle n'a jamais été testée en conditions réelles », s'inquiète un observateur.

La relation à la Corée du Nord est passionnelle. L'affaire des Japonais kidnappés par Pyongyang date des années 1970, mais l'opinion attend toujours le retour des siens. La complexité des négociations entre les deux pays est rarement abordée. « Pyongyang ne peut pas aujourd'hui faire de geste envers le Japon car le gouvernement nippon, si instable, n'est jamais sûr de passer le mois. Comment dans ces conditions engager des négociations basées sur la confiance ? », s'interroge une ancienne journaliste devenue spécialiste de la question des kidnappés.

« Le sujet est devenu tabou. Quiconque émet une opinion non radicale envers Pyongyang est mal vu. Les passions empêchent d'analyser la situation de manière réaliste », juge-t-elle. L'étudiante ajoute : « La Corée du Nord a beaucoup reçu du Japon sans jamais rien donner en échange. Je ne pense pas que le gouvernement japonais, comme les précédents, soit capable de régler quoi que ce soit sur ce point. »

[\[Retour\]](#)

## Divers

### ⇒ **G20** **(Le Figaro)**

Malgré le scepticisme entourant ce sommet «historique», le G20 de Londres a frappé fort. Face à la crise la plus grave depuis les années 1930, les dirigeants des plus grandes puissances mondiales ont décidé jeudi d'injecter 1 000 milliards de dollars supplémentaires dans l'économie, à travers les institutions financières internationales, dont les ressources sont dopées.

Même s'il ne s'agit pas de nouveaux plans de relance, en raison de l'opposition franco-allemande, les chiffres annoncés jeudi à Londres ont fait bondir les marchés, un gage de succès pour Gordon Brown, hôte de la réunion. Le G20 évalue à 5 000 milliards de dollars les dépenses déjà engagées par ses membres d'ici à mi-2010, ce qui devrait augmenter le PIB mondial de 4 %. «Il s'agit du plus grand plan de soutien macroéconomique jamais mis sur pied», s'est félicité Gordon Brown.

Premier vainqueur du sommet, sur le plan financier : le FMI, qui voit ses ressources tripler, passant de 250 à 750 milliards de dollars, un effort sans précédent, conforme à la volonté des États-Unis, réalisé grâce au Japon, à l'Union européenne, à la Norvège et au Canada. Plus novateur, les droits de tirage spéciaux du Fonds (DTS), l'unité de compte du FMI, sont revalorisés de 250 milliards de dollars, ce qui revient à faire marcher la «planche à billets» à l'échelle internationale, une solution qui n'est pas sans risques pour l'inflation. Cela ne semble pas inquiéter le G20, qui, à l'exception de l'Allemagne, redoute surtout la déflation.

Sur le plan politique, la palme du sommet revient, sans conteste, au couple franco-allemand qui a réussi à imposer sa patte sur le communiqué final, en exigeant une réglementation aussi précise que possible des marchés financiers et une nouvelle régulation internationale. «C'est au-delà de ce que nous pouvons espérer !», s'est félicité Nicolas Sarkozy. À défaut d'avoir obtenu la publication, par le G20, d'une liste noire de paradis fiscaux, sujet trop délicat sur le plan diplomatique en raison de l'opposition de la Chine, le président français estime avoir arraché au camp anglo-saxon une «réforme du capitalisme mondial». «C'est la fin du consensus de Washington», a reconnu le premier ministre britannique Gordon Brown.

Après avoir mis une forte pression sur Londres et Washington, Paris et Berlin ont obtenu gain de cause sur leurs principales lignes rouges : l'enregistrement des «hedge funds» et des agences de notations ; l'encadrement des bonus des traders ; des limites à la titrisation - une technique financière qui consiste à revendre les crédits sous forme de titres - ; la révision des normes comptables ; l'engagement du G20 à prendre des sanctions contre les paradis fiscaux. «L'ère du secret bancaire est révolue», a insisté Gordon Brown, renvoyant la publication d'une liste des centres «non coopératifs» à l'OCDE, et le détail des sanctions à la prochaine réunion des ministres des Finances du G20. À travers le nouveau Conseil de stabilité financière, un «forum» (FSF) aux pouvoirs renforcés, la France estime détenir la «nouvelle organisation mondiale de la finance».



Priorité des priorités pour Paris et Berlin, la question des paradis fiscaux aura empoisonné le sommet jusqu'à la dernière minute. Le président Hu Jintao s'est fermement opposé à la stigmatisation de Hongkong ou Macao, contestant les critères et légitimité de l'OCDE dans cette affaire. Pour apaiser les tensions, Gordon Brown avait pris soin de placer Nicolas Sarkozy à côté du président chinois lors du dîner officiel à Downing Street. Le résultat fut un petit compromis. «Que la Chine accepte de faire référence à l'OCDE, un organisme dont elle n'est pas membre, c'est déjà énorme !», estime Nicolas Sarkozy.

### La fermeté du couple franco-allemand

Sur le plan diplomatique, c'est l'affirmation de la Chine, forte de ses 2 000 milliards de dollars de réserves, qui a marqué le sommet du G20 et ses participants. Très affaiblis par la crise financière, montrés du doigt pour leur responsabilité, et surtout, peu préparés sur le détail des négociations, les États-Unis sont apparus en retrait dans les discussions. Les Chinois n'ont pas ouvertement critiqué le rôle du dollar comme monnaie de réserve, mais ils ont laissé les Russes le faire à leur place. Pékin n'a pas seulement contesté la légitimité de l'OCDE, organisation basée à Paris, mais dominée par les Américains. Le président chinois a exigé une réforme rapide du FMI, qui lui donne plus de droits, afin de transformer cette «annexe du Trésor américain» en organisation représentative des nouveaux équilibres du monde.

Pris en tenaille entre la Chine et les États-Unis, les Européens ont réussi à tirer leur épingle du jeu, en imposant leurs vues sur la régulation, grâce à la fermeté du couple franco-allemand, plus indispensable que jamais. [\[Retour\]](#)

## ⇒ **Conférence internationale sur l'Afghanistan** **(Le Figaro)**

C'est le moment de vérité pour la stratégie du président Obama en Afghanistan et l'effort international qu'il réclame en faveur de sa reconstruction : près de 90 États, institutions internationales et observateurs se retrouvent mardi à La Haye pour aider Kaboul, sous l'égide de l'ONU et à l'invitation des Pays-Bas.

Parmi les invités, deux visages que l'on ne s'attend pas à voir dans la même enceinte attireront à coup sûr les projecteurs : ceux de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et du chef adjoint de la diplomatie iranienne Medhi Akhundzadeh. Les optimistes y verront un premier pas vers le règlement «régional» esquissé à la Maison-Blanche. Washington, plus pragmatique, continue d'exclure «toute rencontre substantielle» avec le représentant de Téhéran.

Plus probantes seront les réponses que donneront le Japon, l'Arabie saoudite, l'Inde, la Russie, la Chine - et bien sûr l'Union européenne - à l'appel à la mobilisation. Quatre jours après que Barack Obama a demandé «aux autres de faire la même chose» quand l'Amérique fait plus, le rendez-vous tombe à pic. «En Afghanistan, il y a un écart terrible entre les besoins, les promesses et la réalité, admet un ambassadeur européen. La crise économique vient malheureusement rogner encore les marges de manœuvre budgétaire.»

### Contre la corruption

Avec le changement d'administration, Washington a renoncé à réclamer des contributions militaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Otan. Mais, sept ans après l'intervention occidentale, il s'agit toujours

d'éviter que l'Afghanistan ne sombre dans le chaos. L'Amérique fournira la clef de voûte du dispositif en relevant son contingent de 38 000 à 60 000 hommes, avec comme cible al-Qaida, aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan.

Aux autres d'annoncer maintenant ce dont ils sont capables : l'aide financière, les missions humanitaires, l'établissement de l'état de droit, le redémarrage économique ou la formation des fonctionnaires afghans. «Plutôt que de demander des choses que nos alliés ne veulent pas faire, laissons-les décider eux-mêmes ce qu'ils apportent à l'édifice», explique un haut responsable américain avant le forum de La Haye.

La France saisira l'occasion pour faire avancer demain une idée chère à Bernard Kouchner : l'envoi en Afghanistan des éléments de la Force de gendarmerie européenne, afin de muscler la police afghane dans les provinces. Sur un registre plus classique, la Commission européenne est disposée à accorder 60 millions d'euros de plus à Kaboul afin de soutenir, entre autres, l'organisation des élections en août. Le format de la conférence de La Haye, plus ouvert que celui de l'Otan, doit permettre aussi de mobiliser des puissances financières qui n'ont jamais envisagé d'envoyer des troupes. Les regards se portent vers le Japon, l'Arabie saoudite et les États du Golfe à travers la Banque de développement islamique. En Afghanistan, l'argent est bien le nerf de la guerre quand il faut contrer la corruption et les liasses de billets brassées par les trafiquants de drogue et leurs amis talibans. «Rien ne sert de former des policiers s'ils détalent et quittent l'uniforme dès qu'on leur propose un peu plus ailleurs», note un diplomate français. L'Alliance évalue à 1,5 milliard d'euros le coût par an de la formation de la police et de l'armée afghane.

Pour les alliés des États-Unis, l'enjeu de La Haye est bien de relever le défi, avance Jaap de Hoop Scheffer, le secrétaire général de l'Otan : «Ils ne pourront pas se plaindre d'une américanisation (du conflit) s'ils ne prennent pas leur part du fardeau», dit-il. Bref, l'Afghanistan ne deviendrait la guerre d'Obama que si les Européens le veulent bien. [\[Retour\]](#)

## Brèves

**La Lettres de la Fondation Robert Schuman, 30/03/09** - Le ministère français de l'Emploi a annoncé le 25 mars que le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) a crû en février de 79 900 en métropole à 2,38 millions, le chiffre d'inscrits atteignant 3,4 millions en comptant ceux exerçant une activité réduite. Pour les jeunes, l'augmentation a été nettement plus forte que pour les autres tranches d'âge. Le nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrits au chômage pourrait augmenter de 150 000 à 250 000 en 2009, pour monter jusqu'à 650 000. [\[Retour\]](#)